

PAYS : MAURITANIE

	Nom de l'OSC porteuse du projet : (Secours Catholique Caritas France) Caritas Mauritanie
	Noms des principaux partenaires locaux impliqués : Centre Nationale de Recherche Agronomique et de Développement Agricole (CNRADA) Association Mauritanienne pour l'Autre Développement (AMAD)
	Montant du budget prévisionnel du projet affecté au pays : 58 250€ (dont 2 774 euros de frais indirects)
	Ce projet fait partie d'un Programme Régional Agro-Écologie au Sahel (PAES) intégrant 5 pays/partenaires de premier cercle: Mali (Carita Bamako), Mauritanie (Caritas Mauritanie), Niger (Cadev Maradi), Sénégal (Caritas Kaolack), Togo (CARTO, JARC, OCDI Dapaong), et 2 pays/partenaires de deuxième cercle : Bénin (Caritas Natitingou,) Burkina Faso (Ocades Caritas Ouagadougou)

1. Contexte local dans lequel le projet est mis en œuvre

Le Brakna et le Gorgol font partie des quatre régions mauritaniennes qui enregistrent des taux d'insécurité alimentaire les plus forts, supérieurs à 28% pour le premier et à 30 % pour le second.

Le département de M'Bout, fait partie du «triangle de la pauvreté», considéré par le gouvernement mauritanien comme la zone la plus pauvre du pays et rebaptisé depuis quelques années «triangle de l'espoir», suite aux nombreuses interventions de l'Etat dans cette partie du pays. Elle est constituée de neuf communes. Les précipitations ont été, en moyenne sur les quarante dernières années, de l'ordre de 350 mm par an. Hormis leur impact sur la disponibilité en pâturages, seule une part marginale de ces précipitations est valorisée par l'agriculture. Du fait des pentes relativement fortes et des substrats imperméables (schistes ou grès), même si le réseau hydrographique est dense et bien structuré, l'infiltration est faible, les crues sont brutales et le ravinement important. Ce dernier est plus critique dans les zones schisteuses de M'Bout, mais se retrouve dans l'ensemble de la zone dès que la continuité du couvert végétal est altérée (pente forte, rupture de pente, surpâturage ou piétinement animal ou humain, etc.). La majeure partie du revenu de la population rurale de la région provient de l'agriculture pluviale, du bétail et des revenus de l'émigration et de la migration saisonnière. L'agriculture pluviale basée sur la culture du sorgho sert d'aliment de base et est pratiquée dans une mesure plus ou moins grande par toutes les communautés. La productivité de l'agriculture et de l'élevage est limitée par la précarité des ressources naturelles, la grande variabilité des conditions météorologiques et la maîtrise insuffisante de la production animale et des techniques de gestion.

L'autre zone d'intervention du projet est le département de Boghé au Brakna Sud, qui fait également partie des plus pauvres. Les populations y ont des conditions de vie extrêmement précaires, vulnérables aux changements climatiques. Au déficit structurel de la production agricole, s'ajoutent des crises régulières (sécheresses et retards de pluies) ayant des conséquences sur les rendements, l'approvisionnement en eau, la couverture végétale globale. La repousse de la végétation est limitée à cause du manque d'eau, mais également en raison de la surexploitation des habitants de la zone qui cherchent des solutions pour survivre. Beaucoup de terres sont sensibles à la dégradation du fait de cette faible couverture végétale, des phénomènes d'érosion et du ravinement en cas de fortes pluies. Les potentialités de la zone sont essentiellement basées sur l'agriculture et l'élevage extensif. Les abords du fleuve Sénégal permettent la culture irriguée, et de décrue. Les communautés vulnérables ciblées, proches du fleuve, ont donc une position stratégique pour produire et approvisionner ces départements. Or, les terres ne sont exploitées qu'au tiers du potentiel cultivable du fait de l'insuffisance de moyens et d'une difficulté d'accès au foncier. Les principales espèces cultivées sont le sorgho, le maïs, le niébé, le riz (irrigué) et les cucurbitacées. Par

ailleurs, la culture maraîchère est pratiquée à une échelle moyenne. Il existe un potentiel important en matière de pâturage : les plaines peuvent conserver un paysage herbacé pendant six à huit mois après les pluies.

2. Identification des bénéficiaires du projet dans ce pays

Coopératives maraîchères	Directs : 20 coopératives, dont 10 au Brakna et 10 au Gorgol – 100 personnes, dont 75 femmes (50 au Brakna et 50 au Gorgol) Indirects : 400 personnes (Tous les membres des autres coopératives, quelques autres populations dans les zones d'intervention)
Services techniques de l'Etat	Directs : 06 - 03 Inspecteurs (agriculture, élevage, environnement et développement durable), un représentant de la Société Nationale de Développement Rural (SONADER), un représentant de la Jeunesse, un représentant du Ministère de la Femme Indirects : 18 personnes (les autres employés des services cités)
Elus locaux	Directs : 12 (les maires et leurs adjoints dans les communes d'intervention) Indirects : 80 personnes (Les autres membres des conseils municipaux qui profiteront des restitutions)
Equipes de Caritas Mauritanie	Directs : 08 personnes (03 par projet en lien avec la thématique) Indirects : 24 personnes (Les autres membres des équipes qui profiteront des restitutions)
Autres partenaires	Directs : 04 (Représentants d'autres ONGs, comme AMAD, ACF...) Indirects : 15 personnes (Les autres membres de leurs équipes qui profiteront des restitutions)

3. Description des activités du projet mené dans le pays concerné

Dans le cadre du Projet Régional Agroécologie pour le Sahel les activités menées en Mauritanie concernent principalement l'atteinte de l'objectif spécifique 1 du programme, « les populations sont actrices de la transition écologique juste sur leurs territoires » (pour les activités relatives à l'Objectif spécifique 2, voir Annexe 'Collaborations internationales (régionales) au sein de la CPP: Promotion de l'Agroécologie au Sahel'.

Adoption par les producteurs des pratiques agro-écologiques adaptées aux changements climatiques, respectueuses de l'environnement et qui contribuent à la sécurité alimentaire

- Des séances de sensibilisation sur les liens entre gestion durable des terres, changement climatique et sécurité alimentaire au profit des producteurs agricoles du pluvial et de décrue.
- Formation de 20 producteurs sur les techniques et pratiques agro-écologiques, sur les pratiques l'agroforesterie, sur les interactions entre l'agriculture, l'élevage, l'agroforesterie dans le contexte du changement climatique
- Formation de 05 paysans relais sur les techniques et outils de suivi-évaluation des pratiques agro-écologiques et suivi et accompagnement des producteurs par les paysans relais pour la mise en pratique des techniques agro-écologiques

L'organisation des filières et des producteurs permet une meilleure valorisation de leurs productions et l'augmentation de leurs revenus :

- Organisation d'un atelier de sensibilisation sur l'approche filière au profit des acteurs de la filière
- Organisation de formations sur la transformation et la conservation des produits agricoles et sur les techniques de commercialisation des produits agricoles au profit de 20 personnes, dont 15 femmes
- Organisation d'ateliers de sensibilisation sur la consommation des produits issus de l'agriculture agro-écologique au profit de 100 personnes, dont 75 femmes.
- Organisation d'une journée Portes Ouvertes sur les produits issus de l'agriculture agro-écologique

Construction d'une dynamique de gestion des connaissances et d'échanges avec d'autres organisations de la société civile.

- Réalisation d'une étude diagnostic sur les connaissances et pratiques agro-écologiques
- Accompagnement du processus de capitalisation des bonnes pratiques
- Organisation d'un atelier de concertation et de partage des expériences réussies au niveau des producteurs et au niveau institutionnel.

Construction d'une dynamique de plaidoyer et défendent la transition écologique juste auprès des pouvoirs publics/ institutions du local à l'international :

- Organisation de sessions de formation sur la problématique de la transition écologique au profit des équipes de Caritas et des services techniques de l'Etat.
- Organisation d'ateliers de sensibilisation au profit des élus, des leaders d'opinion et des services techniques de l'Etat sur la problématique de la transition écologique.
- Participation à des réseaux et/ou cadres de concertation en lien avec l'agroécologie et le changement climatique.

Renforcement des compétences et connaissances des partenaires :

- Formation des équipes de CM sur les techniques d'élaboration de stratégies de plaidoyer et la mise en œuvre d'un plan et d'une campagne de plaidoyer
- Organisation d'ateliers d'échanges sur le thème : "L'agroécologie en tant qu'outil pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique et pour accroître la sécurité alimentaire à long terme".
- Organisation d'ateliers de partage et d'échange sur le concept de l'agriculture familiale dans le contexte du changement climatique et les stratégies de résilience
- Formations des équipes de Caritas sur les techniques et méthodes d'accompagnement

4. Autres

La Mauritanie participe également aux activités transversales du Programme Agro-Écologie pour le Sahel au niveau régional par la mise en réseau pour des échanges d'expériences, formations, valorisations des savoirs, communication et plaidoyer sur la transition agro-écologique. Une mise à l'échelle au niveau international est également une visée importante dans le cadre de cette CPP. Ces activités concernant l'objectif 2 seront développées pendant la mise en œuvre de la CPP.